

LES FEMMES HAITIENNES REFLECHISSENT SUR LA PARTICIPATION POLITIQUE

Thématique extrait du *Livre blanc sur la condition féminine*

INTRODUCTION

En dépit des progrès réalisés par les femmes haïtiennes dans la lutte pour le respect de leurs droits et pour l'amélioration de leurs conditions de vie — dont la création du Ministère à la Condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF) en 1994 est un exemple éloquent — de grands défis demeurent. En 2012 le MCFDF a organisé des forums participatifs pour analyser ces défis et y apporter « des réponses concrètes et durables » (MCFDF 2013). Le MCFDF a réalisé des échanges sur cinq axes thématiques : (1) l'éducation, (2) la santé, (3) le leadership et la participation politique, (4) l'économie et (5) la justice et le statut juridique. Ces axes reflètent les priorités retenues par l'Etat haïtien, suite à la Conférence de Beijing en 1995, pour

combattre les discriminations contre les femmes. Les problèmes soulevés et les recommandations formulées par les participantes à ces forums ont servi de base à la rédaction du *Livre blanc sur la condition féminine*, un outil de plaidoyer en faveur du développement et de la mise en œuvre de politiques publiques qui facilitent la participation effective des femmes et assurent leur réussite dans la reconstruction du pays.

Le Projet de politique de santé, Aksyon kolektif pou sekirite kont eksplwatasyon (HPP AKSE), financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), a développé cette note d'information dans le but d'appuyer le plaidoyer du MCFDF pour améliorer les conditions des femmes haïtiennes dans le domaine de la politique. La participation des Haïtiennes dans la politique a toujours été compliquée par la perception que ce domaine est réservé aux hommes (IFES 2015). Actuellement, selon l'Union interparlementaire, sur 190 pays, Haïti est classé numéro 131 dans la participation des femmes au niveau parlementaire (IPU 2015). Dans la région caribéenne, Haïti occupe la dernière place dans ce classement.

Cette note présente des éléments fondamentaux du *Livre blanc* sur la participation politique des Haïtiennes, les recommandations des participantes aux forums en la matière et d'autres données qui y sont liées afin d'informer les responsables étatiques, les ministres et les parlementaires sur la situation actuelle et ainsi soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques qui assurent le respect des droits humains des femmes.

L'égalité de genre concerne les femmes et les hommes. Elle nécessite de travailler avec les hommes et les garçons, les femmes et les filles pour promouvoir des changements dans les attitudes, les comportements, les rôles et responsabilités à la maison, au travail et dans la communauté. La véritable égalité va au-delà de la parité en nombre ou des changements dans la législation en vigueur. Elle nécessite l'extension des libertés et l'amélioration de la qualité de vie de sorte que l'égalité soit obtenue sans sacrifier les acquis pour les hommes ni les femmes (USAID, 2012).

Il y a de plus en plus des preuves de l'impact positif de l'égalité de genre, incluant l'accroissement de la participation et du leadership des femmes, sur la croissance durable de l'économie et l'amélioration des indicateurs du développement humain (ONU Femme, 2014).

Les forums du MCFDF

Le *livre blanc* est le produit de 10 forums départementaux et un forum national, tenus du 22 février au 6 mars 2012. Environ 1 500 déléguées d'organisations de femmes sélectionnées lors des assises communales ont représenté leur commune pour discuter des cinq thèmes-clés : (1) l'éducation, (2) la santé, (3) le leadership et la participation politique, (4) l'économie et (5) la justice et le statut juridique.

Tableau 1. Résultats des forums : Les femmes, la politique et les postes dans l'administration publique

Exemples d'obstacles présentés aux forums	Données disponibles concernant ces obstacles
Peu de femmes élues aux postes législatifs	<ul style="list-style-type: none"> ■ 4,2 % des Parlementaires sont des femmes ■ 20 % des ministres sont des femmes (IFES 2015)
Sous-représentation des femmes aux postes décisionnels	<ul style="list-style-type: none"> ■ 7,28 % des postes de direction dans l'administration publique étaient occupés par des femmes (MCFDF 2009) ■ 7 % des postes dans la diplomatie étaient occupés par des femmes (Idem) ■ 14,58 % des postes au niveau des directions générales étaient représentés par des femmes (MCFDF 2013)
Obstacles socioculturelles, y inclus des rôles de genre prescrits dans le milieu politique	<ul style="list-style-type: none"> ■ Preuves anecdotiques : données pas disponibles

RECOMMANDATIONS DU LIVRE BLANC

Lors du forum national à Port-au-Prince, les participantes ont formulé plusieurs recommandations pour répondre à ces obstacles. Tout d'abord, les participantes ont recommandé l'application véritable du principe du quota d'au moins 30 % de femmes à tous les niveaux de vie nationale, notamment dans les services publics, en conformité avec la Constitution amendée. Ensuite, elles ont conseillé de renforcer la capacité des femmes candidates et de fournir un appui financier aux femmes politiques à travers la création d'un fonds spécial pour les candidates. Les recommandations ont aussi pris en compte le développement des programmes de promotion du leadership féminin et de la représentation des femmes dans les instances décisionnelles. Ceci inclurait la mise en place de programmes de formation conçus pour les femmes leaders, le renforcement des réseaux d'organisations de femmes et la promotion des jeunes femmes qui souhaitent s'engager dans la vie publique.

CONCLUSION

Cette note d'information résume les principaux problèmes et recommandations concernant la participation politique des Haïtiennes soulevés par des femmes à travers le pays et compilés dans *Le livre blanc*. *Le livre blanc*, dont le but est d'informer les acteurs nationaux et internationaux, pourra servir de référence à l'élaboration des politiques publiques qui favorisent la participation politique des femmes, tel que la politique d'égalité femmes-hommes adopté par le gouvernement haïtien. Distribuée sur une plus grande échelle, cette note donnera matière à réflexion à tous les acteurs et actrices concernés dans leurs efforts d'élaboration et de mise en oeuvre de politiques et programmes plus efficaces tendant à améliorer la condition féminine et promouvoir le respect des droits des femmes en Haïti.

Note

International Foundation for Electoral Systems (IFES). 2015. « A Gender Analysis of Haiti's Legal Framework for Elections », 18 mars, www.ifes.org/Content/Publications/Articles/2015/A-Gender-Analysis-of-Haitis-Legal-Framework-for-Elections.aspx.

Inter-Parliamentary Union. 2015. « Les femmes dans les parlements nationaux », 1 février, www.ipu.org/wmn-f/classif.htm.

Ministère à la Condition féminine et aux droits des femmes (MCFDF). 2013. *Le livre blanc sur la condition féminine : La femme haïtienne à l'heure de la reconstruction nationale*. Port-au-Prince : MCFDF.

MCFDF, Rapport BEIJING +15. 2009. Port-au-Prince : MCFDF.

MCFDF, Rapport BEIJING + 20. 2014. Port-au-Prince : MCFDF.

ONU FEMME. 2014. *The World Survey on the role of women in development 2014: Gender equality and sustainable development*. <http://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2014/10/world-survey-2014#sthash.LsRlrozL.dpuf>.

USAID. 2012. *USAID Policy on Gender Equality and Female Empowerment*: Washington, DC.

Contactez-nous

Health Policy Project
1331 Pennsylvania Ave NW, Suite 600
Washington, DC 20004

www.healthpolicyproject.com
policyinfo@futuresgroup.com

Le Projet de politique de santé est un accord coopératif de cinq ans financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) sous l'égide de l'accord de coopération #AID-OAA-A-10-00067. Cet accord, qui a pris effet le 30 septembre 2010, est mis en oeuvre par Futures Group, en collaboration avec Plan International USA, Avenir Health (précédemment Futures Institute), Partners in Population and Development, le Bureau régional Afrique de Partners in Population and Development (PPD ARO), Population Reference Bureau (PRB), RTI International et l'Alliance du ruban blanc pour une maternité sans risque (WRA).

Les informations fournies dans ce document ne constituent pas des informations officielles émanant du Gouvernement américain et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les positions de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international.